

Declaration en vue du Sommet Européen informel du 7 novembre 2008

Monsieur le Président de la République française,

Monsieur le Président de la Commission européenne,

Une crise sans précédent aux conséquences étendues...

La crise financière affecte avec une intensité croissante les économies industrialisées et émergentes, entraînant un ralentissement significatif de la croissance mondiale. Dans ces circonstances, les interventions publiques se sont accentuées, et le rôle de la réglementation et des institutions est revu dans un certain nombre de domaines.

Des actions coordonnées pour rétablir la confiance...

Une grande responsabilité collective est nécessaire aux niveaux européen et international pour relever les défis actuels de façon équilibrée, en cherchant à créer les conditions d'un retour rapide de la confiance, de la croissance et de la création d'emplois.

Renforcer les initiatives européennes...

Les milieux d'affaires ont beaucoup apprécié votre détermination à apporter à la crise une réponse européenne, et vous invitent aujourd'hui à utiliser cette dynamique positive pour promouvoir de nouvelles initiatives. Celles-ci auront pour objectifs une coopération internationale plus substantielle - rejetant ainsi les réflexes protectionnistes - une meilleure utilisation des instruments européens et un encouragement renforcé aux États membres à poursuivre les politiques macro-économiques et les réformes structurelles porteuses de croissance soutenable.

La stratégie de l'UE pour rétablir la confiance en période de turbulences économiques

La mise en œuvre du plan d'action de l'UE doit assurer le bon fonctionnement du marché intérieur...

Le plan d'action conjointement décidé par les gouvernements de la zone euro puis de l'UE pour secourir le secteur bancaire et rétablir le bon fonctionnement des marchés monétaires marque un moment déterminant dans le processus décisionnel européen et augure d'un renforcement de la gouvernance économique en Europe. Il importe à présent que ce plan d'action soit effectivement mis en œuvre au niveau national, tout en assurant une coordination suffisante et en évitant toutes mesures discriminantes au sein du marché intérieur.

Priorité au rétablissement du flux des crédits vers l'économie...

D'autres initiatives seront nécessaires pour assurer une distribution suffisante de crédit et atténuer l'impact de la crise sur l'activité et l'emploi. De ce point de vue, la conjonction de mesures ciblées visant à soutenir les prêts bancaires au secteur privé, de l'utilisation efficace d'instruments suffisamment financés et accessibles de la BEI, et d'interventions de liquidité flexibles des banques centrales, devrait contribuer à soutenir le flux de crédit. En tout état de cause, de nouvelles diminutions de taux d'intérêt par la BCE et d'autres banques centrales seront nécessaires pour répondre à la dégradation des conditions économiques.

Une supervision transfrontalière efficace est requise d'urgence...

Le renforcement de la supervision des marchés financiers visant à davantage de coordination, de transparence et de convergence des systèmes nationaux demeure une priorité pour surmonter la crise au sein de l'UE. BUSINESSEUROPE se tient prête à contribuer activement aux réflexions du groupe présidé par Jacques de Larosière portant sur la supervision financière transfrontalière.

Il faut mobiliser le budget de l'UE...

Dans le cadre du budget européen, des moyens supplémentaires devront être fournis pour venir en aide aux États membres faisant face à des difficultés de financement et des turbulences monétaires. La proposition de la Commission d'accélérer la mise en œuvre des fonds de cohésion est bien accueillie, et devrait permettre un soutien aux régions à faibles revenus comme à celles confrontées à des ajustements structurels importants.

La flexibilité du pacte de stabilité et de croissance doit servir à dynamiser les réformes...

Quant aux politiques budgétaires nationales, la flexibilité autorisée par le Pacte de Stabilité et de Croissance dans les conditions exceptionnelles que nous connaissons actuellement doit être utilisée intelligemment et efficacement. BUSINESSEUROPE, tout en reconnaissant les effets stabilisateurs des politiques budgétaires, demande que priorité soit donnée au soutien des réformes structurelles, à la mise en place de systèmes fiscaux plus favorables aux investissements privés, ainsi qu'à l'amélioration de la qualité des dépenses publiques.

Education, infrastructures, innovation et activation sont prioritaires...

L'investissement dans l'éducation et la formation, les infrastructures, les sciences et les technologies doit être privilégié, et ses effets positifs sur la croissance renforcés par des partenariats public-privé performants. En période de rigueur économique, ces partenariats jouent un rôle crucial, aidant à la qualité, au contrôle et à l'impact des dépenses publiques sur l'activité économique. Par ailleurs, les politiques d'activation sur le marché du travail devraient être modernisées dans le sens des principes de la flexi-sécurité, dans le but de faciliter les transitions vers l'emploi et réduire les périodes de chômage.

Un engagement crédible vers l'équilibre budgétaire reste essentiel...

Dans tous les cas, des déficits publics supérieurs à 3 % du PIB doivent être temporaires et compensés par des mesures de correction assurant un engagement crédible vers l'équilibre budgétaire à moyen terme.

Une réponse mondiale à définir lors du G 20 à Washington

Le G20 doit jeter les bases d'une meilleure gouvernance mondiale...

Nous apprécions vivement vos initiatives sur le plan international, qui ont notamment conduit à l'organisation d'une réunion du G 20 à Washington le 15 novembre prochain. Au-delà d'une stratégie européenne clairement définie, un plan d'action mondial doit être arrêté pour renforcer le système financier international et les institutions qui l'encadrent.

L'UE doit faire preuve de leadership...

Cette réponse mondiale est nécessaire à plusieurs titres : (i) pour promouvoir des programmes de stabilisation cohérents, (ii) pour alléger les difficultés financières des économies les plus vulnérables, (iii) pour renforcer certaines modalités réglementaires et (iv) pour préciser le rôle des institutions internationales. L'Europe doit faire la preuve de son leadership et s'efforcer de parler d'une seule voix afin de peser dans ces discussions cruciales.

BUSINESSEUROPE insiste sur les messages suivants:

Les plans de secours doivent partager des principes communs...

- Il est nécessaire de promouvoir une approche internationale plus cohérente dans la sauvegarde des systèmes financiers, conformément aux plans d'action décidés en Europe, aux États-Unis et ailleurs dans le monde.

Le FMI joue un rôle pivot pour prévenir un approfondissement de la crise...

- Le Fonds Monétaire International joue à l'heure actuelle un rôle central et devrait pouvoir disposer des moyens et de la flexibilité nécessaires pour aider les pays affectés par des difficultés financières à court terme, en particulier les économies émergentes. À terme, le rôle du FMI dans la surveillance des déséquilibres macro-économiques et financiers devrait être renforcé, en assurant une participation et une représentation adéquates des pays émergents.

Une supervision internationale des marchés également nécessaire...

- Nous soutenons la nécessité d'un renforcement mondial de la supervision des marchés, afin de mieux couvrir les institutions financières de portée mondiale.

Réévaluer les règles ayant des effets pro-cycliques...

- Après les modifications nécessaires apportées aux règles comptables par l'IASB, toutes autres révisions visant à prévenir les comportements pro-cycliques devraient intervenir au niveau international afin d'assurer une égalité de traitement de toutes les entreprises. Nous soutenons également la modification des règles relatives aux agences de notation, afin de résoudre des conflits d'intérêt et d'améliorer la fiabilité de leurs évaluations.

Plus de transparence pour les fonds souverains...

- Nous adhérons aux propositions de transparence du FMI et de l'OCDE concernant les fonds souverains. Ces propositions leveront certaines préoccupations quant aux activités de certains de ces fonds et contribueront ainsi à maintenir des politiques d'investissement ouvertes.

Engagement vital envers le libre-échange et l'ouverture des marchés

- La crise financière et le ralentissement économique ne doivent pas nous ramener sur la voie du protectionnisme. L'UE devrait soutenir les appels à la reprise des négociations commerciales du cycle de Doha. Elle devrait poursuivre les négociations avec des partenaires clés comme l'Inde, la Corée et l'Ukraine. Les nouvelles possibilités d'accord de libre-échange, par exemple avec les partenaires d'Amérique du Nord, devraient être poursuivies également, tandis que la Russie devrait être encouragée à revenir à la table des négociations en vue de son admission au sein de l'OMC.

Si les décideurs travaillent dans le sens évoqué ci-dessus, les entreprises européennes savent qu'elles peuvent espérer un renforcement de la gouvernance économique en Europe et dans le monde, et une reprise progressive de nos économies.



Ernest-Antoine Seillière

Au nom des 40 membres de BUSINESSEUROPE
représentant plus de 20 millions d'entreprises